

4^e trimestre 2018. La croissance en berne et l'inflation stagne

Le ralentissement de la croissance économique nationale s'est établi selon le HCP à 2,9% au 4^e trimestre 2018 au lieu de 4,4% durant la même période de l'année 2017 avec une quasi-stagnation du taux d'inflation.

Yassine Saber
y.saber@leseco.ma

Comme annoncé en octobre dernier par le Haut-commissariat au plan (HCP), la croissance économique nationale s'est établie à 2,9% au quatrième trimestre 2018 au lieu de 4,4% durant la même période de l'année 2017. C'est la confirmation faite par cette institution à travers sa dernière note trimestrielle sur la situation économique nationale. Selon le HCP, cette croissance a été essentiellement tirée par la consommation finale des ménages dans le contexte d'une inflation maîtrisée et d'un besoin de financement de l'économie nationale en augmentation. Toutefois, à l'exclusion des services, les activités sectorielles ont enregistré un ralentissement selon le HCP durant le quatrième trimestre 2018.

Le secteur primaire et secondaire en recul

C'est le cas du secteur primaire qui a affiché une régression de son rythme de croissance, passant de 10,9% au quatrième trimestre de l'année 2017 à 2% durant la même période de l'année 2018. Cette évolution est le résultat de la hausse de la valeur ajoutée de l'activité agricole de 3,5% au lieu de 13,6% une année auparavant et de la baisse de celle de la pêche de 15,7% au lieu de 16,9%. De son côté, la valeur ajoutée du secteur secondaire, en volume, a réalisé aussi un ralentissement de son taux d'accroissement passant de 4,6% au quatrième trimestre de l'année 2017 à 3,2% le même trimestre de l'année 2018. Ceci résulte du ralentissement du rythme d'accroissement des activités de l'industrie d'extraction à hauteur de 0,3% au lieu de 19,9% et du bâtiment et travaux publics à 0,4% au lieu de 1,9%. Néanmoins, d'autres activités ont enregistré une évolution de leur croissance. Il s'agit de l'élec-



tricité et l'eau qui ont passé de 6,8% à 7% en plus des industries de transformation qui ont enregistré 3,9% de croissance au lieu de 3,2%. Pour sa part, la valeur ajoutée du secteur tertiaire a affiché une augmentation de 3,1% au lieu de 2,9% durant le même trimestre de l'année 2017, marquée par une amélioration des activités du commerce, avec 4,5% au lieu de 2,2% en plus des services financiers et assurances, avec 3,9% au lieu de 2,1%. A cela s'ajoute l'activité de postes et télécommunications, avec 2,7% au lieu de 0,5% et les services de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, avec 0,8% au lieu d'une baisse de 0,6%. Et ce, malgré le ralentissement de la croissance des activités des hôtels et restaurants, à 5,9% au lieu de 11,9%. Les services rendus aux ménages et aux entreprises ont également affiché une baisse de 3,7% à 3% en plus de l'activité du transport, qui a enregistré 1,7% au lieu de 5,5%. Au total, la valeur ajoutée des activités non agricoles a connu, ainsi, une hausse de 2,9% au lieu de 3,2% affichée au quatrième trimestre de l'année 2017. Dans ces conditions, et tenant compte de l'accroissement de 2,3% des impôts sur les produits nets des subventions au lieu de 2,8%, le

Produit Intérieur Brut (PIB) en volume s'est accru de 2,9% durant le quatrième trimestre 2018 au lieu de 4,4% la même période de l'année précédente.

Quasi-stagnation du taux d'inflation

Aux prix courants, le PIB a connu une augmentation de 4,8% durant le quatrième trimestre 2018. De ce fait, la hausse du niveau général des prix a été de 1,9% au lieu de 2% une année auparavant. S'agissant de la demande intérieure, elle a connu une hausse de la consommation finale et une baisse de l'investissement. En chiffres, la demande intérieure a affiché un taux d'accroissement de 2% durant le quatrième trimestre de l'année 2018 au lieu de 3,8% durant la même période de l'année précédente, contribuant ainsi pour 2,2 points à la croissance économique nationale au lieu de 4,2 points une année auparavant. Pour leur part, les dépenses de consommation finale des ménages ont connu une hausse de 3,9% au lieu de 1,9%, contribuant pour 2,2 points à la croissance au lieu de 1,1 point. De même, la consommation finale des administrations publiques a connu une augmentation de 1,9% au lieu de 1,2% au quatrième tri-

mestre de l'année précédente, avec une contribution à la croissance de 0,3 point au lieu de 0,2 point. De son côté, l'investissement brut (formation brute de capital fixe et variation de stocks) a enregistré une baisse de 1% au quatrième trimestre 2018 au lieu d'une hausse de 8,3% une année auparavant, avec une contribution négative à la croissance de 0,3 point au lieu d'une contribution positive de 2,9 points, durant le même trimestre de l'année précédente.

Contribution positive des échanges extérieurs

Les échanges extérieurs de biens et services, malgré leur ralentissement, ont dégagé une contribution positive à la croissance, se situant à 0,7 point au lieu de 0,2 point le même trimestre de l'année précédente. Les exportations de biens et services ont affiché une hausse de 4,5% durant le quatrième trimestre 2018 au lieu de 14,3%, avec une contribution à la croissance de 1,7 point au lieu de 5,1 points. Les importations, de leur côté, ont connu un accroissement de 2,1% au lieu de 10,5%, avec une contribution négative de (-1) point au lieu de (-4,9) points une année passée. Par ailleurs, le besoin de financement de l'économie a enregistré une hausse. Les revenus nets reçus du reste du monde, ayant connue une diminution de 48,6% après une hausse de 48,1% durant le quatrième trimestre 2017, le revenu national brut disponible a vu sa progression baisser à 1,5% au quatrième trimestre 2018 au lieu de 8,2% l'année précédente. Dans ces conditions, avec un accroissement de 4,2% de la consommation finale nationale en valeur au lieu de 3,4% enregistré une année auparavant, l'épargne nationale s'est située à 29% du PIB au lieu de 32%. Compte tenu de l'investissement brut qui a représenté 35,1% du PIB au lieu de 35,3% durant le même trimestre de l'année précédente, le besoin de financement de l'économie nationale a connu une hausse passant à 6,1% du PIB après avoir été de 3,3% au quatrième trimestre 2017. ●